

Frédéric WORMS
POUR UN HUMANISME VITAL
LETTRES SUR LA VIE, LA MORT ET LE MOMENT PRESENT
Odile Jacob, Paris, 2019

Frédéric Worms est, entre autres activités, professeur de philosophie à l'École Normale Supérieure, et membre du Comité Consultatif National d'Éthique. Comme son collègue Francis Wolff, il défend l'idée d'un universalisme humaniste, mais en suivant d'autres chemins logiques. En continuant l'approche de Bergson, il défend un vitalisme critique, c'est-à-dire une prise en compte des particularités du monde vivant, dans lequel l'Homme a une place particulière, et donc des obligations, de par sa conscience.

Je dois dire que la forme choisie, des lettres adressées à une certaine *Chère ****, est pour le moins surprenante. Non seulement aucune formule de fin de lettre n'apparaît jamais, mais cette correspondante anonyme est tout à fait inexistante. Ceci est d'autant plus paradoxal que tout le projet éthique défendu est celui d'un dialogue. Or, le livre n'est qu'un monologue, une démonstration pas à pas d'un point de vue et que, à aucun moment, un argument contraire, un autre point de vue, qui pourrait être apporté par cette *Chère**** n'est évoqué, et encore moins, bien sûr, pris en compte.

Si je ne peux que suivre l'auteur quand il souligne les contradictions entre nos besoins vitaux, et lorsqu'il affirme qu'il s'agit de « *répondre à des défis certes maximaux mais par des changements précis et à certains égards minimaux, dans des institutions .../... qu'il s'agit de faire avancer et progresser* », j'ai davantage de mal à le suivre quand il avance ensuite que c'est « *à condition de ne sacrifier aucune des dimensions de nos vies, puisque nous savons maintenant que le progrès dans une direction peut faire régresser toutes les autres.* » (p214) Je pense que justement, ce n'est qu'en assumant la question de ce qui doit être sacrifié (pas totalement, mais certainement quelque peu quand même), et en donnant des réponses à cette question que nous pourrions, peut-être, arriver à définir un cadre éthique partagé qui nous permettra d'avancer. On voit qu'il ne suffit pas de voter à l'unanimité des députés une taxe carbone pour empêcher bonnets (rouges) et gilets (jaunes) de s'agiter en refusant cette atteinte à leur mobilité polluante. C'est bien à cause de l'absence d'anticipation, et de prise en compte sérieuse, des sacrifices nécessaires que les meilleures intentions se fracassent lorsqu'il s'agit de passer à leur réalisation dans la vraie vie.

Par contre, Frédéric Worms souligne quelque chose que j'ai tendance à négliger, c'est l'importance des institutions pour faire avancer, au niveau des États et au niveau mondial, la cause écologique dont notre survie même dépend. J'ai toujours tendance à penser que ces « machins », internationaux en particulier, sont plutôt des niches confortables pour ceux qui les occupent que des facteurs de progrès social. Jalousie sans doute pour ces privilégiés dont j'aimerais bien qu'on produise, en toute transparence, leurs émoluments et avantages divers, leur fiche de non-imposition, et leur bilan carbone, histoire de comparer les actes et les discours.

Rappeler que les institutions sont nécessaires pour l'élaboration d'un code commun de « bonne conduite » ouvre sur beaucoup d'autres questions, qui, là aussi, là encore, ne sont pas soulevées. Que faire face à ceux qui ne veulent pas dialoguer ? Que faire face à ceux qui utilisent un pseudo-dialogue uniquement pour faire valoir leur point de vue et lui donner de la légitimité ? Comment tenir compte de la mauvaise foi stratégique qui ne vise en aucun cas la réciprocité d'écoute mais seulement l'efficacité d'un but indiscuté ? L'histoire nous montre pourtant l'importance de ces éléments falsificateurs. Mais peut-on dire que le roi est nu, et même la République ?

C'est toujours le problème de la violence légale qui se pose, c'est-à-dire de ce que la Loi peut imposer, pour le bien commun, au détriment des libertés individuelles. Car, même si Frédéric Worms nous rappelle que « *les relations entre les humains sont intégralement vitales, puisque finalement la préservation du vivant passe par nos échanges, fermés ou ouverts, et des limites qui ne soient pas des censures extérieures et arbitraires, mais des principes et des ouvertures, sur tous les réseaux de la Terre.* » (p 291), il faudra bien imposer, contre les intérêts de certains, ces limites arbitraires qui seront alors toujours présentées comme des censures et des ennemies de la liberté.